



## Convention relative aux droits des personnes handicapées

Distr. générale  
20 mars 2019

Original : français

---

### Comité des droits des personnes handicapées Vingt et unième session

#### Compte rendu analytique de la 438<sup>e</sup> séance

Tenue au Palais des Nations, à Genève, le mercredi 13 mars 2019, à 10 heures

*Président(e)* : M. Ishikawa (Vice-Président)

### Sommaire

Examen des rapports soumis par les États parties en application de l'article 35  
de la Convention

*Rapport initial du Niger*

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être présentées dans un mémorandum, portées sur un exemplaire du présent compte rendu et adressées, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, à la Section de la gestion des documents ([DMS-DCM@un.org](mailto:DMS-DCM@un.org)).

Les comptes rendus qui ont été rectifiés feront l'objet de nouveaux tirages pour raisons techniques à l'issue de la session.

GE.19-04251 (F) 190319 200319



\* 1 9 0 4 2 5 1 \*

Merci de recycler



*La séance est ouverte à 10 h 5.*

### **Examen des rapports soumis par les États parties en application de l'article 35 de la Convention**

*Rapport initial du Niger (CRPD/C/NER/1 ; HRI/CORE/NER/2018 ; CRPD/C/NER/Q/1 ; CRPD/C/NER/Q/1/Add.1)*

1. *Le Président du Comité, M. Basharu, étant rapporteur pour l'État partie examiné, M. Ishikawa (Vice-Président) prend la présidence.*

2. *Sur l'invitation du Président, la délégation nigérienne reprend place à la table du Comité.*

3. **M<sup>me</sup> Rahamou** (Niger) dit que le Ministère de la santé publique met en œuvre un programme de santé mentale pour lutter contre les maladies handicapantes, prendre en charge les personnes handicapées et les réinsérer dans la société, y compris celles qui ont un handicap mental. Un comité multisectoriel a été créé au sein du Ministère pour traiter les questions de santé mentale. Ayant organisé en 2015 un forum national regroupant tous les acteurs qui luttent contre la mendicité des personnes handicapées, le Ministère de la population élabore un plan d'action pour appliquer les recommandations qui en sont issues. Pour lutter contre la mendicité des enfants, en particulier talibés, le Ministère de l'éducation nationale met en œuvre un programme pour donner un caractère formel aux écoles coraniques.

4. **M. Ousseini Djibagé** (Niger) dit que l'infraction de mendicité prévue dans le Code pénal n'est guère appliquée, notamment parce que les mendiants sont trop nombreux pour que cela soit possible. De plus, l'État s'efforce de considérer les personnes concernées comme des victimes, puisqu'elles ne mendient pas par choix. Les personnes qui vivent de la mendicité d'enfants sont cependant poursuivies, comme par exemple le marabout condamné récemment pour avoir tenté de partir au Nigéria avec des enfants talibés qu'il voulait faire mendier. De nombreuses dispositions législatives protègent l'intégrité physique de tous, y compris les personnes handicapées. En outre, certains textes protègent spécifiquement ces personnes. Ainsi, dans le cas d'une personne qui tire des revenus de la migration d'une personne handicapée, le handicap constitue une circonstance aggravante au titre de la loi sur le trafic de migrants. La loi de 2017 sur l'administration pénitentiaire prévoit la protection des détenus handicapés, qui ne doivent pas être soumis au même régime que les autres détenus, notamment en ce qui concerne l'alimentation et les installations matérielles. Des problèmes d'application se posent cependant dans la pratique, en raison du manque de ressources. L'article 222 du Code pénal réprime le fait d'infliger volontairement des coups ou des blessures à autrui ; si la victime est une personne handicapée, il s'agit d'une circonstance aggravante.

5. **M. Ousseini Djibagé** reconnaît que les mutilations génitales féminines représentent un grave problème au Niger. Vu l'ampleur du phénomène, l'État a adopté une loi en 2003 pour ériger en infraction pénale toute mutilation de ce type (excisions, infibulations et insensibilisation). L'État et des organisations non gouvernementales ont mené plusieurs campagnes de sensibilisation, qui ont permis de reconverter professionnellement 193 femmes qui pratiquaient ces interventions entre 2003 et 2016. Grâce à ces campagnes, 3 300 villages ont déclaré publiquement avoir abandonné cette pratique. De plus, des poursuites ont été intentées contre un grand nombre d'exciseuses qui ne se sont pas reconverties. À titre d'exemple, en 2014, quatre procès ont abouti à la condamnation d'une ou plusieurs exciseuses. Les personnes atteintes d'imbécillité, de démence ou de fureur jouissent de tous leurs droits, mais n'ont pas la capacité de tous les exercer. Seul leur tuteur, qui est désigné par décision de justice, est autorisé à effectuer certains actes pour leur compte ; il s'agit uniquement de protéger ces personnes et leurs biens. Il existe des statistiques sur le droit à l'intégrité de la personne, mais comme elles ne sont pas ventilées, il est impossible de savoir si les condamnations concernent des personnes handicapées ou non. La Direction de la statistique s'emploie à appliquer les recommandations des organes conventionnels, y compris pour ce qui est de la ventilation des statistiques.

6. **M<sup>me</sup> Aissata** (Niger) précise que la césarienne est gratuite pour toutes femmes, y compris les femmes handicapées, mais qu'elle n'est en aucun cas imposée à ces dernières,

ni effectuée systématiquement. Afin d'améliorer la mobilité des personnes handicapées, l'État a exonéré d'impôts tous les équipements destinés à ces personnes, y compris les prothèses et les véhicules, en vertu de l'article 40 de la loi sur l'égalité des chances. De même, 20 % des ressources du Fonds national de soutien aux personnes handicapées sont destinées à la réadaptation et à l'achat de prothèses. L'État reçoit l'appui de certains partenaires comme Emmaüs pour fabriquer et réparer des fauteuils roulants. D'autres partenaires apportent un appui aux interventions chirurgicales réalisées au bénéfice de personnes handicapées.

7. **M<sup>me</sup> Alfari** (Niger) dit que l'accès à l'emploi est problématique pour les jeunes diplômés en général. Le Ministère de l'emploi a lancé plusieurs programmes, qui sont administrés par l'Agence nationale pour la promotion de l'emploi et financés par la Banque mondiale, pour favoriser l'insertion des jeunes diplômés sur le marché du travail. Cependant, ces programmes, qui sont gérés au niveau local dans les zones rurales et urbaines, ne sont pas spécialement destinés aux personnes handicapées. Un autre programme a été mis en œuvre en coopération avec la Banque mondiale dans l'ensemble du pays, mais ne fait pas non plus de distinction entre les personnes handicapées et les autres. Plus généralement, aucun programme en faveur de l'emploi n'est spécialement destiné à tel ou tel groupe vulnérable.

8. **M<sup>me</sup> Rahamou** (Niger) dit qu'il existe un quota pour favoriser l'emploi de personnes handicapées. À cet égard, les inspections du travail visent avant tout à sensibiliser les travailleurs à l'importance du respect de ce quota.

9. **M<sup>me</sup> Hassoumi** (Niger) dit que la loi sur l'égalité des chances impose certaines normes d'accessibilité, ainsi que des règles favorisant la protection des personnes handicapées, notamment des femmes. Elle ne prévoit pas de sanctions, mais les modalités de sa mise en œuvre seront déterminées par décret. L'article 48 concerne le financement des dépenses liées à l'application du texte. Au titre de l'article 49, le ministère chargé de la protection des personnes handicapées doit faire rapport tous les deux ans sur l'application de la loi. Le projet n'ayant pas encore été adopté, l'État peut encore y intégrer d'autres éléments.

10. **M<sup>me</sup> Aissata** (Niger) dit que le Fonds national de soutien pour les personnes handicapées ne permet pas de répondre à l'ensemble des besoins des personnes handicapées. Il couvre les domaines suivants : santé et réadaptation (auxquelles sont consacrées 20 % des ressources), éducation et formation professionnelle, y compris les bourses d'études et la construction d'écoles et de centres de formation (30 %), sécurité alimentaire et gestion des catastrophes naturelles (15 %), célébration des journées nationales et internationales dédiées au handicap (20 %), appui au Comité national pour la promotion des personnes handicapées (5 %) et renforcement des capacités de la Fédération nigérienne des personnes handicapées et d'autres associations (5 %).

11. **M. Banyoua** (Niger) dit que les mutilations génitales féminines sont de moins en moins courantes au Niger mais qu'elles existent toujours et que des mesures sont prises pour y mettre un terme. En ce qui concerne les programmes de protection sociale, les personnes handicapées sont les principales bénéficiaires des opérations de distribution gratuite ciblée. La solidarité est une valeur importante au Niger, en particulier dans les campagnes, et les personnes handicapées et leurs besoins sont au cœur des activités et des préoccupations des communes.

12. **M. Moussa** (Niger) dit que les précédents programmes sociaux n'ont pas abouti aux résultats escomptés parce qu'ils ne prenaient pas en compte les réalités et la situation des populations. C'est pourquoi une étude visant à recenser les différentes pratiques traditionnelles en matière de solidarité sera menée dans le cadre du programme que la Division de la solidarité du Ministère de la population a récemment lancé en coopération avec l'UNICEF. Concernant les normes d'accessibilité, la loi du 30 mars 2018, qui porte sur les modalités d'établissement et de délivrance des permis de construire, prévoit la réalisation de contrôles pendant la période de construction afin de vérifier que ces normes sont dûment respectées.

13. **M. Ousseini Djibagé** (Niger) dit qu'une personne handicapée mentale qui a commis un crime ne peut pas faire l'objet de poursuites dès lors qu'elle était dans un état de

démence au moment des faits. Dans tous les autres cas, la personne handicapée sera poursuivie comme n'importe quel autre justiciable. En outre, le handicap peut être considéré comme une circonstance atténuante aussi bien qu'aggravante. Par ailleurs, la loi dispose que le recours à l'interprétation en langue des signes est obligatoire. Le Ministère de la justice dresse chaque année une liste des interprètes ayant prêté serment. Si aucun interprète n'est en mesure de comprendre la personne sourde et/ou muette, la loi prévoit qu'un membre de sa famille peut exceptionnellement faire office d'interprète. Enfin, les personnes handicapées sont considérées comme des personnes vulnérables et, à ce titre, elles bénéficient de l'aide juridictionnelle gratuite depuis 2010. Une femme handicapée maltraitée par son mari est protégée par la loi et a le droit de saisir la juridiction compétente. Toutefois, les violences sexuelles entre époux, y compris le viol, ne peuvent faire l'objet de poursuites au Niger.

14. **Le Président** invite les experts à poser leurs questions relatives aux articles 21 à 33 de la Convention.

15. **M<sup>me</sup> Utami** demande s'il existe des dispositions ou mesures relatives aux réductions de taxes concernant l'achat ou l'importation d'équipements d'assistance. En outre, elle souhaite connaître les dispositions légales que le Niger compte adopter pour garantir que les politiques de passation des marchés publics respectent les exigences en matière d'accessibilité et d'aménagements raisonnables. S'agissant de l'article 25, elle s'enquiert des mesures prises par le Gouvernement nigérien en vue d'éliminer les mutilations génitales féminines, y compris pour les femmes et les filles handicapées, et d'harmoniser les lois nationales relatives aux droits en matière de sexualité et de procréation avec la Convention. Enfin, se référant aux 10 millions d'euros alloués à la protection sociale que la délégation a mentionnés à la séance précédente, M<sup>me</sup> Utami souhaite connaître la part de cette somme consacrée aux personnes handicapées et la manière dont l'État partie entend compenser le manque de mesures d'appui et de soutien individuel en faveur des personnes handicapées.

16. **M. Al Saïf** invite la délégation à préciser comment les autorités garantissent l'accès de toutes les personnes handicapées aux services d'adaptation et de réadaptation dans les zones rurales et quels sont les projets menés en coopération avec les organisations qui représentent les personnes handicapées. Il souhaite savoir s'il existe des plans ou programmes qui tiennent compte des droits des personnes handicapées dans le cadre de la réalisation des objectifs de développement durable. Concernant l'article 33, il demande des précisions sur les points de contact et le mécanisme de suivi, en particulier le mandat et le caractère indépendant de celui-ci, ainsi que sur le champ d'action de la commission chargée du suivi de la mise en œuvre de la Convention.

17. **M. Kabue** souhaiterait obtenir des informations sur les mesures que l'État partie a prises pour s'acquitter de ses obligations au titre de l'article 23, en particulier pour améliorer les services proposés aux parents et familles d'enfants handicapés et garantir le droit de se marier et de fonder une famille. S'agissant des 545 personnes handicapées recrutées dans le secteur public en 2018, il souhaite connaître le niveau hiérarchique des postes ainsi pourvus et le pourcentage que représentent ces 545 personnes par rapport au quota des 5 %. Par ailleurs, il invite la délégation à expliquer pourquoi le quota est de 10 % dans le secteur privé et à préciser quelles sont les peines encourues en cas de non-respect. Il souhaite en outre savoir si des peines de ce type ont déjà été prononcées. Enfin, M. Kabue demande des précisions sur le nombre de personnes handicapées qui bénéficient du programme de protection sociale et le niveau d'assistance accordé, ainsi que sur la date de création et l'efficacité du Fonds national de soutien pour les personnes handicapées.

18. **M. Buntan** demande si le Niger reconnaît le braille et la langue des signes et, dans la négative, s'il compte prendre des mesures en ce sens. Il demande également s'il existe des programmes et politiques qui visent à garantir la disponibilité d'informations en braille, en langue des signes, en langage facile à lire et à comprendre et sous toute autre forme qui soit accessible aux personnes handicapées pendant les manifestations publiques officielles. Il souhaite savoir si l'État partie envisage de prendre, ou s'il a déjà pris, des dispositions juridiques ou administratives pour favoriser l'éducation inclusive et, partant, rendre le système scolaire ordinaire plus inclusif et accessible aux enfants handicapés. Il demande si le quota des 5 % s'accompagne de mesures d'incitation fiscale ou autres et si les entreprises

qui l'ont atteint ne sont ensuite plus tenues de respecter l'interdiction des pratiques discriminatoires à l'égard des candidats handicapés. Concernant l'article 28, M. Buntan demande si des allocations sont versées aux personnes handicapées. Il invite en outre la délégation à préciser les mesures qui ont été prises pour améliorer l'accessibilité des bureaux de vote et fournir des bulletins de vote en braille afin que les personnes handicapées puissent exercer leur droit de vote et participer à la vie publique et politique. Il l'invite enfin à préciser les modalités selon lesquelles les personnes handicapées et les organisations qui les représentent prennent part aux différentes commissions de promotion des droits des personnes handicapées.

19. **M<sup>me</sup> Kayess** souhaite savoir si le Niger a adopté des mesures relatives à l'éducation inclusive, y compris des mesures visant à faire évoluer les mentalités et à sensibiliser les familles à cette forme d'éducation. Elle demande en outre si le Niger envisage de collecter des données ventilées sur les enfants handicapés et le degré d'accessibilité des installations scolaires existantes et de les analyser aux fins de l'élaboration et de la mise en œuvre d'une politique d'éducation inclusive.

20. **M<sup>me</sup> Gabrilli** dit que le Niger n'a pas apporté de précisions, dans ses réponses à la liste de points, sur la composition du Comité national chargé du suivi de la mise en œuvre de la Convention relative aux droits des personnes handicapées et souhaite savoir si le Comité est conforme aux Principes de Paris.

21. **M. Schefer** estime que le paragraphe 4 de l'article 47 de la Constitution du Niger, selon lequel nul n'est éligible à la présidence de la République s'il ne jouit d'un bon état de santé physique et mental, ainsi que d'une bonne moralité attestée par les services compétents, pourrait empêcher les personnes handicapées d'accéder à la présidence de la République, et souhaite savoir si l'État partie envisage de le modifier. Il ajoute que, en application de l'article 8 du Code électoral du Niger, les internés et les interdits ne peuvent être inscrits sur la liste électorale, et craint que cette règle n'exclue de la vie politique les personnes handicapées placées en institution. Il s'enquiert donc des mesures que le Gouvernement entend prendre pour réviser cette norme et permettre ainsi à toutes les personnes handicapées de participer à la vie politique de leur pays à égalité de traitement avec les autres citoyens, conformément à l'article 29 de la Convention relative aux droits des personnes handicapées.

22. **M. Chaker** demande des renseignements sur les mesures que l'État partie met en œuvre pour garantir que les personnes handicapées votent en toute égalité avec les autres électeurs, notamment pour rendre l'information disponible en langue des signes et en braille, mettre en place une signalisation adaptée et veiller à l'accessibilité des bureaux de vote, y compris des isolements.

23. **M. Lovaszy** aimerait des éclaircissements sur les réponses à la liste de points, dans lesquelles il est indiqué que le Gouvernement s'efforce au quotidien, avec l'appui de ses partenaires techniques et financiers, de dégager les ressources nécessaires pour garantir aux personnes handicapées le droit à l'autonomie de vie et à l'inclusion. Il demande à l'État partie de fournir des informations sur le statut de ces partenaires techniques et financiers, et d'indiquer si un acteur étatique a été expressément chargé, aux niveaux local et national, de fournir des services pour assurer l'indépendance et l'autonomie des personnes handicapées, en précisant, dans l'affirmative, à quelles conditions. L'État partie a également indiqué qu'un programme national de réadaptation et une stratégie de formation des personnes handicapées avaient été mis en place, et que les services centraux du Ministère de la population et les Comités régionaux pour la promotion des personnes handicapées y prenaient part. L'orateur souhaite connaître le calendrier et les grandes phases de ce programme de réadaptation, et obtenir des explications sur la stratégie de formation des personnes handicapées, notamment sur le plan d'action prévu, les décisions prises et le budget dégagé pour y donner suite. Il aimerait en outre obtenir un complément d'information sur le rôle et les responsabilités des comités régionaux, et savoir s'ils collaborent avec les organisations locales de personnes handicapées. Enfin, il demande à la délégation de préciser le statut juridique de la langue des signes au Niger, en particulier au sein des administrations locales, et d'indiquer si la Convention relative aux droits des personnes handicapées est disponible en langue des signes.

24. **M. Ruskus** souhaite en savoir plus sur l'action que mène le Gouvernement pour promouvoir l'emploi inclusif, faciliter les aménagements raisonnables en faveur de l'emploi des personnes handicapées dans les secteurs public et privé, et soutenir l'auto-emploi et l'entrepreneuriat privé. Il demande des informations sur les mesures concrètes que le Gouvernement a prises pour que le problème de la pauvreté des personnes handicapées soit davantage pris en considération dans les programmes nationaux et internationaux de développement, notamment dans le cadre des objectifs de développement durable, et de l'objectif 1 en particulier.

25. **M<sup>me</sup> Oforiwa Fefoame** demande à la délégation quels services de soutien sont apportés aux femmes et aux filles, en particulier à celles qui ont été victimes de maltraitance et de violence, dans le cadre de leur réadaptation.

26. **M. Basharu** s'enquiert auprès de l'État partie des mesures que celui-ci a déjà prises en vue de la ratification du Traité de Marrakech, conformément à l'intention qu'il a exprimée dans ses réponses à la liste de points.

*La séance est suspendue à 11 h 30 ; elle est reprise à 12 heures.*

27. **M<sup>me</sup> Aïssa** (Niger) dit qu'en application de l'ordonnance n° 93-012, l'acquisition à titre gratuit ou onéreux de tout équipement, matériel d'appareillage de prothèse ou d'orthèse, et d'une manière générale de tout matériel destiné aux besoins fonctionnels et à l'usage professionnel des personnes handicapées est exonéré de toute taxe. Cette disposition est reprise à l'article 40 du projet de loi sur l'égalité des chances et l'insertion des personnes handicapées. Une fois ce projet de loi adopté, le Ministère en charge de la promotion et de la protection des personnes handicapées et le Ministère des finances veilleront à l'application des dispositions qui y sont énoncées.

28. **M<sup>me</sup> Hassoumi** (Niger) dit que la Stratégie de développement durable et de croissance inclusive et le Plan de développement économique et social 2017-2021, qui a succédé au premier Plan de développement économique et social 2012-2015, s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre du Programme 2030 et des objectifs de développement durable. Le plan de développement a pour objectif de renforcer la résilience des systèmes de développement économique et social et de mettre l'emploi et la réduction des inégalités au cœur du processus de transformation structurelle. Afin de ne laisser personne de côté, des actions spéciales visant l'amélioration de la protection sociale ainsi que la création d'activités génératrices de revenus et d'emplois porteront sur les couches vulnérables de la population, telles que les femmes, les jeunes, les personnes handicapées et les personnes âgées. Ces actions seront menées notamment par le Ministère de la population.

29. **M<sup>me</sup> Alfari** (Niger) explique que la Direction des statistiques du Ministère de la fonction publique et de la réforme administrative ne dispose malheureusement pas de données ventilées sur la proportion exacte de personnes handicapées recrutées dans la fonction publique. Quant aux données relatives au respect du quota de personnes handicapées dans le secteur privé, elles sont également indisponibles. Force est de constater qu'il est toutefois difficile pour les entreprises de respecter cette obligation, ce qui conduit les inspecteurs du travail à privilégier la sensibilisation, plutôt que les sanctions. Par ailleurs, conformément à la recommandation de 2012 sur les socles de protection sociale (n° 202) de l'Organisation internationale du Travail, le Niger s'est engagé à étendre la protection sociale au monde rural, à l'économie informelle et à d'autres secteurs de l'économie, ce dont bénéficient les personnes handicapées. Aux fins du développement de la protection sociale, un Ministère chargé de la protection sociale a également été créé, même si de nombreux autres ministères sont concernés du fait du caractère transversal de cette question. Enfin, les décrets d'application de la loi déterminant les principes généraux de la protection sociale de 2018 sont en cours d'élaboration et d'adoption. L'amélioration de la protection sociale des personnes handicapées s'inscrit dans le cadre de la généralisation de la protection sociale.

30. **M<sup>me</sup> Rahamou** (Niger) dit que l'ordonnance n° 93-012 confère un statut juridique au braille et à la langue des signes. En vertu des articles 10 à 12 du décret n° 2010-637 du 26 août 2010 portant application de l'ordonnance susmentionnée, une commission technique sur l'éducation inclusive et intégratrice, la formation, l'emploi et le reclassement des personnes handicapées a été créée. Elle se compose de plusieurs acteurs issus de

différents secteurs tels que le Ministère de l'éducation, le Ministère des enseignements professionnels et techniques, le Ministère de la population, le Ministère de la jeunesse et des sports, les organisations qui représentent les personnes handicapées, les ONG et les associations. Cette commission technique a des sections régionales dont la composition reflète celle de la commission nationale. Les personnes handicapées représentent entre 40 % et 50 % des membres de cette commission.

31. **M. Moussa** (Niger) dit que l'éducation des enfants handicapés est une préoccupation de tout premier rang, ce qui explique qu'une direction du Ministère de l'éducation, qui entretient des liens étroits avec le Ministère de la population, y soit spécialement dédiée. Le Niger comprend, d'une part, des écoles intégratrices où les enseignants sont spécialement formés pour assurer l'éducation des enfants handicapés qui sont placés dans les mêmes classes que les autres enfants et, d'autre part, des écoles spécialisées qui sont exclusivement destinées aux enfants handicapés, comme des enfants sourds ou malentendants. La création de ces classes intégratrices est susceptible d'accélérer la mise en œuvre de l'éducation inclusive. D'après des statistiques fondées sur le recensement national de 2012, 34 % des chefs de ménage handicapés ne sont pas instruits, 16 % et 25 % ont suivi une éducation coranique et 13 % ont reçu une éducation moderne. Conscient de l'importance de telles données pour cerner les besoins des personnes handicapées, le Ministère de la population entend actualiser les données, par l'intermédiaire d'une enquête spéciale ou d'un sondage de l'Institut national de la statistique. Les données actualisées devraient certainement révéler une amélioration de la situation. S'agissant de la représentation des personnes handicapées, toutes les structures, qu'elles soient chargées de promouvoir la protection sociale, de statuer sur des dossiers dans le cadre de la gestion du Fonds national de soutien aux personnes handicapées ou d'organiser des manifestations ponctuelles, sont prises en compte et les personnes handicapées sont les acteurs principaux des comités ad hoc chargés d'organiser des événements particuliers.

32. **M. Ousseini Djibagé** (Niger) dit que la Commission nationale des droits de l'homme est une institution constitutionnelle, sa mise en place étant prévue par l'article 44 de la Constitution. Sa composition, ses attributions et son fonctionnement sont régis par la loi. La Commission est composée de neuf membres, dont notamment des représentants de la justice (des magistrats et un avocat), de la société civile, des organisations de défense des droits de l'homme et des secteurs de l'enseignement et de la recherche. Sa composition (elle a été accréditée du statut A en 2017) et son indépendance (elle jouit d'une autonomie financière) font qu'elle est conforme aux Principes de Paris. L'article 47 de la Constitution dispose que « nul n'est éligible à la Présidence de la République s'il ne jouit pas d'un bon état de santé physique et mental, ainsi que d'une bonne moralité attestée par les services compétents ». Cette disposition ne constitue pas une exclusion des personnes handicapées, car le handicap ne suppose pas nécessairement l'existence d'une maladie. Un médecin est chargé d'attester du bon état de santé physique et mental des candidats, puis une Cour reçoit et valide les dossiers. En cas de rejet, les candidats peuvent contester la décision rendue par la Cour. Les personnes handicapées ne sont donc pas exclues de la fonction présidentielle, pas plus qu'elles ne le sont de la vie politique, puisqu'elles occupent notamment des postes de ministres, de greffiers, de députés et de magistrats.

33. À la veille de toutes les élections, le Président de la Commission électorale nationale indépendante signe un arrêté fixant les modalités de vote pour les personnes handicapées ayant besoin d'une assistance. Conformément à cet arrêté, les personnes handicapées ont le droit de se faire assister, jusqu'à l'isoloir, par une personne de confiance de leur choix. En ce qui concerne les mariages, les personnes handicapées ne sont victimes d'aucune discrimination dans la loi ou les coutumes.

34. **M<sup>me</sup> Hassoumi** (Niger) dit que les personnes handicapées doivent jouir d'un niveau minimum de sécurité économique et que tout est mis en œuvre pour qu'elles puissent bénéficier du relèvement général du niveau de vie au Niger. L'État apporte aux personnes handicapées vivant dans la pauvreté et à leur famille un soutien financier qui leur permet de couvrir les frais liés au handicap. Par le truchement des organisations qui les représentent, les personnes handicapées sont associées à l'élaboration, à la mise en œuvre, au suivi et à l'évaluation des plans nationaux de développement, notamment le projet de filets sociaux. Dans le cadre de ce projet, un ciblage des personnes les plus vulnérables est réalisé en

amont, et un montant mensuel leur est accordé, notamment grâce au soutien financier de la Banque mondiale. En outre, le Fonds national de soutien aux personnes handicapées, institué en application de l'ordonnance 99-68 du 20 décembre 1999, permet aussi d'apporter une aide financière aux personnes handicapées.

35. **M<sup>me</sup> Alfari** (Niger) dit que le Ministère de l'emploi a entamé en 2018 la révision de l'ancienne politique nationale de l'emploi datant de 2009. Toutes les parties prenantes ont ainsi assisté en août 2018 à un atelier consacré au lancement de la révision, et deux assistants ont été engagés pour élaborer une première mouture du texte révisé. La nouvelle politique nationale de l'emploi accorde une grande importance aux personnes vulnérables, et notamment aux personnes handicapées. En collaboration avec l'Organisation internationale du Travail, le Niger a commencé à élaborer la deuxième phase du Programme par pays pour la promotion du travail décent, qui comporte un volet consacré à l'emploi des groupes vulnérables et à leur accès à un travail décent.

36. **M. Moussa** (Niger) dit que le Ministère de la santé œuvre en faveur de l'introduction d'une couverture sanitaire universelle dans le pays. Diverses consultations et réunions ont été menées avec des experts, qui se sont notamment penchés sur la question de la création de mutuelles de santé. Ces mutuelles permettraient de prendre en charge les personnes handicapées qui travaillent et perçoivent un salaire et complèteraient le système de santé. Cette proposition a été soumise à la Fédération des personnes handicapées, qui examinera les modalités de fonctionnement d'une telle structure, les défis à relever et les possibilités offertes.

37. **M. Moussa** dit qu'en 2017, un montant de 4 379 240 000 francs CFA a été alloué à 55 666 ménages dans le cadre du projet de filets sociaux. En 2018, ce sont 53 254 ménages qui ont bénéficié de plus de 3 milliards de francs CFA. En outre, un montant de 1 186 500 000 francs CFA va être alloué aux départements, communes et villages bénéficiaires. Ainsi, le projet de filets sociaux sert à compléter la prise en charge au titre de la protection sociale.

38. **M<sup>me</sup> Gamio Rios** croit comprendre que certains ministères ne sont pas dotés de programmes spécifiques en faveur des personnes handicapées, mais simplement de programmes englobant toute la population. Elle se dit préoccupée par cette situation, car en l'absence d'activités de sensibilisation, il est peu probable que les personnes présentant un handicap visuel ou auditif soient informées de l'existence de ces programmes. L'oratrice salue la solidarité qui existe entre les habitants des zones rurales, mais rappelle que c'est à l'État qu'il incombe de faire respecter et de garantir les droits des personnes handicapées.

39. **M. Basharu** (rapporteur pour le Niger) dit que selon les informations dont dispose le Comité, aucune entreprise du pays ne respecte le quota de personnes handicapées diplômées dans leur effectif. Il demande combien d'entreprises ont recruté des personnes handicapées ayant un diplôme.

40. **M<sup>me</sup> Alfari** (Niger) dit que le Niger ne dispose pas de données statistiques sur l'emploi des personnes handicapées dans le secteur privé.

41. **M. Banyoua** (Niger) dit que l'État s'appuie sur la solidarité qui existe entre les habitants des zones rurales, mais prend aussi des mesures pour venir en aide aux personnes vulnérables. Ainsi, une loi relative à la protection sociale a été votée en 2018 et le système des filets sociaux a été mis en place. Chaque année, les personnes les plus vulnérables, dont les personnes handicapées, bénéficient d'une distribution de vivres et d'espèces sur tout le territoire national.

42. **M<sup>me</sup> Aissata** (Niger) dit que son pays continuera d'œuvrer en faveur de la promotion des droits des personnes handicapées. Il s'agira notamment de lever les barrières à l'accessibilité, d'assurer la prise en charge des personnes handicapées, notamment celles présentant un handicap mental, de garantir leur accès aux soins de santé, à l'éducation et à l'emploi, d'adopter des programmes axés sur les personnes handicapées et de mettre en place un système de collecte de données. En outre, le Niger mettra tout en œuvre pour adopter le projet de loi sur l'égalité des chances et l'insertion des personnes handicapées.



43. **M. Basharu** (rapporteur pour le Niger) remercie la délégation pour les réponses franches et complètes qu'elle a apportées. Il espère que ce dialogue marquera un nouveau point de départ dans la vie des personnes handicapées du Niger. Il rappelle que l'intégration, la participation et la consultation des personnes handicapées sont essentielles. Il convient donc d'investir davantage dans la promotion de l'éducation inclusive et dans la formation des enseignants ainsi que d'accorder une attention accrue aux femmes handicapées en leur donnant les moyens de vivre dans la dignité, notamment au moyen de l'élimination des mutilations génitales féminines. Enfin, toutes les entités publiques devraient allouer une part de leur budget à la question du handicap afin que les personnes handicapées puissent accéder pleinement à l'éducation, à l'emploi, aux services de santé et à la protection sociale.

*La séance est levée à 13 heures.*